



**INSIDE Secure**  
**RAPPORT FINANCIER**  
**ANNUEL 2012**

**driving trust™** **inside**  
**SECURE**

## SOMMAIRE

Page

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	1
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE .....	2
1.    Présentation du groupe INSIDE Secure .....	3
2.    Informations financières et résultats consolidés du Groupe.....	5
3.    Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés – Utilisation des instruments financiers .....	17
4.    Gouvernement d’entreprise et contrôle interne .....	17
5.    Activité en matière de recherche et développement.....	18
6.    Evolution prévisible et perspectives d’avenir de la Société et du Groupe .....	19
7.    Informations sociales et environnementales.....	20
8.    Résultats sociaux d’INSIDE Secure S.A.....	25
9.    Autres informations sociales .....	38
ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE.....	41
Annexe A-1 Tableau des résultats du Groupe au cours des cinq derniers exercices .....	46
Annexe A-2 Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices .....	47
Annexe B Tableau des délégations consenties au directoire en matière d’augmentation de capital .....	48
Annexe C Principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée – Utilisation des instruments financiers par la Société.....	50
INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.....	71
Etats financiers consolidés du Groupe INSIDE Secure au 31 décembre 2012 .....	71
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	129
Comptes annuels de la société INSIDE Secure SA au 31 décembre 2012 .....	132
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels .....	155
ANNEXES.....	159
Annexe 1 Rapport du président du conseil de surveillance sur le gouvernement d’entreprise, le contrôle interne et la gestion des risques.....	159
Annexe 2 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance.....	177
Annexe 3 Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leur réseau.....	179

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du groupe INSIDE Secure au 31 décembre 2012, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Aix-en-Provence, le 24 avril 2013

Rémy de Tonnac  
Président du directoire



Société anonyme à directoire et directoire de surveillance au capital de 13 597 424,80 euros

Siège social : 41, parc Club du Golf, 13856 Aix-en-Provence cedex 3

399 275 395 RCS Aix-en-Provence

## **RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous présentons le rapport de gestion sur les activités de la Société et de son groupe pendant l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et clos le 31 décembre 2012 et soumettons à votre approbation les comptes annuels et consolidés de cet exercice.

Nous vous proposons en outre de procéder à l'affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et d'approuver les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports des commissaires aux comptes.

## 1. Présentation du groupe INSIDE Secure

### 1.1 Présentation de l'activité du Groupe

INSIDE Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des semi-conducteurs et des logiciels embarqués dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

En 2012, le Groupe a dégagé un chiffre d'affaires de 122 millions de dollars.

Le siège de la Société est situé à Aix-en-Provence, en France. Le Groupe opère en Europe (recherche & développement, ventes et marketing, supply-chain, administratif) et en Asie (recherche et développement, ventes et marketing) ainsi qu'en Amérique du nord (ventes et marketing). Le Groupe employait 460 personnes au 31 décembre 2012 ; il détient plus de 650 brevets, répartis en 173 familles de brevets, dont environ 40% relatifs à la technologie NFC et au sans contact et environ 40% relatifs à la sécurité.

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité *Secure Microcontroller Solutions* (« SMS ») de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès conditionnel, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

Le 1er décembre 2012, le Groupe a acquis Embedded Security Solutions (« ESS »). ESS, un spécialiste de la sécurité, conçoit et développe des technologies en vue de constituer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux.

Depuis le 17 février 2012, les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245. A cette occasion, la Société a réalisé une augmentation de capital de 104,5 millions de dollars (79,3 millions d'euros), prime d'émission incluse et avant imputation des dépenses liées à l'opération sur la prime d'émission.

Opérant sur la base d'un modèle sans usine (*fabless*) où la production, l'assemblage et les tests sont sous-traités à des fonderies (entreprises spécialisées dans la fabrication de semi-conducteurs) et d'autres partenaires externes, le Groupe conçoit, développe et commercialise des solutions qui offrent plusieurs types de protections pour des applications où l'information doit être traitée, stockée ou transférée avec des contraintes de sécurité élevées. Ces solutions intègrent notamment des microcontrôleurs à architecture sécurisée, des routeurs, des dispositifs électroniques garantissant le stockage sécurisé des données, des logiciels embarqués de gestion sécurisée d'échanges de données et des algorithmes de cryptographie. Ces solutions s'appuient aussi sur le savoir-faire du Groupe en termes de conception de circuits intégrés dans le domaine des communications par radiofréquence, de l'électronique analogique, ainsi que sur son expertise dans le domaine des applications de sécurité.

Depuis l'acquisition d'ESS, le Groupe opère sur quatre segments d'activité complémentaires, qui ciblent des marchés, des produits, des solutions et des clients différents tout en s'appuyant sur des technologies communes de circuits intégrés et de solutions sécurisées :

- Mobile NFC : conception et vente de circuits intégrés et de piles logicielles embarquées destinés aux fabricants de téléphones mobiles et plus généralement aux fabricants dans le domaine du "sans fil".
- Paiement sécurisés : conception et vente de circuits intégrés, modules et inlays (puces et antennes), de logiciels embarqués, pour des applications de paiement, de transport en commun et de fidélisation.

- Sécurité numérique : conception et vente de plateformes de microprocesseurs et mémoires, télévision à péage, identification, contrôle d'accès, et autres systèmes sécurisés pour lutter contre la contrefaçon, la protection de la propriété intellectuelle et la communication entre machines.
- Embedded security solutions : conception et développement de technologies en vue de développer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux.

## 1.2 Faits marquants de l'exercice écoulé

### *Introduction en bourse*

La Société s'est introduite le 17 février 2012 sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

L'introduction en bourse de la Société a été réalisée moyennant une offre au public en France et un placement institutionnel en France et dans certains autres pays, dont les Etats-Unis d'Amérique, portant, dans chaque cas, sur des actions nouvelles exclusivement. Le prospectus mis à la disposition du public à l'occasion de l'introduction en bourse a été visé par l'Autorité des marchés financiers le 6 février 2012 sous le numéro 12-058.

Le directoire, lors de sa séance du 17 février 2012, faisant usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012, a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de 3 325 300 euros, pour le porter de 9 269 387,20 euros à 12 594 687,20 euros, par l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actions par voie d'offre au public, de 8 313 250 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,40 euro l'une au prix de 8,30 euros l'une, soit avec une prime d'émission de 7,90 euros, représentant une souscription d'un montant total, prime d'émission incluse, de 68 999 975 euros, à libérer intégralement en numéraire par versements en espèces.

La Société a en outre reçu le 23 février 2012 une lettre de BNP Paribas, en qualité d'agent stabilisateur et agissant au nom et pour le compte de BNP Paribas et Natixis, chefs de file et teneurs de livre associés dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, lui notifiant l'exercice par BNP Paribas de l'option de sur-allocation à hauteur de 1 246 986 actions, représentant 15 % des actions dont l'émission avait été décidée par le directoire lors de sa séance du 17 février 2012. Le directoire, lors de sa séance du 23 février 2012, faisant usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012, a donc décidé d'augmenter le montant nominal de l'augmentation de capital décidée par le directoire le 17 février 2012 d'un montant nominal de 498 794,40 euros, moyennant l'émission de 1 246 986 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,40 euro chacune, émises au même prix que celles émises le 17 février 2012, soit au prix de 8,30 euros l'une, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total de 10 349 983,80 euros, prime d'émission incluse.

Au total, à l'occasion de son introduction en bourse en février 2012, la Société aura donc réalisé une augmentation de capital totale de 79 349 958,80 euros, prime d'émission incluse et avant imputation des dépenses liées à l'opération sur la prime d'émission, représentant 29,2% du capital.

### *Acquisition d'Embedded Security Solutions*

Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, le Groupe a acquis Embedded Security Solutions (« ESS »). ESS conçoit et développe des technologies en vue de constituer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux. Cette acquisition stratégique doit permettre à INSIDE Secure de renforcer son statut d'acteur de premier plan sur le marché en pleine expansion des solutions de

sécurité. ESS apportera à INSIDE Secure une gamme complémentaire de solutions proposant une architecture de sécurité complète ainsi qu'une présence nouvelle dans la sécurité des contenus (gestion des droits numériques ou « DRM ») et des serveurs (réseau privé virtuel ou « VPN »). Les revenus d'ESS sont générés sous la forme de licences, de redevances, de services et de frais de maintenance.

Dans le cadre de la transaction, 79 personnes (équipes de recherche et développement ainsi qu'équipes commerciales et marketing) dédiées à l'activité reprise ont été transférées au Groupe. Ces équipes sont basées en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Le cédant a également transféré des actifs incorporels, dont des redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir et des logiciels développés en interne, des actifs corporels, des éléments de fonds de roulement (notamment stocks, créances clients, et dettes de nature sociale et fiscale liées aux salariés transférés) et de la trésorerie.

Au jour de la réalisation de l'opération, INSIDE Secure a versé un montant de 43 256 milliers de dollars. En mars 2013, une réduction de prix a été accordée au Groupe à hauteur de 503 milliers de dollars pour tenir compte de l'évaluation finale du besoin en fonds de roulement. Enfin, INSIDE Secure a versé 5 188 milliers de dollars de complément de prix (soit le plafond du montant prévu au contrat d'acquisition) durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 lié à la réalisation de certaines conditions prévues dans l'accord.

### *Evolution de l'activité*

L'année 2012 a été marquée par des bouleversements importants et rapides de l'environnement industriel et commercial du groupe INSIDE Secure, qui ont pesé sur ses performances financières, tant sur les revenus en décroissance que sur la rentabilité opérationnelle réduite. INSIDE Secure a notamment souffert des difficultés brutales de plusieurs de ses principaux clients de la division Mobile NFC, affaiblis par les mutations du secteur et par le développement plus lent du marché du NFC.

Dans ce contexte, le Groupe a mis en place des mesures d'économies à partir du second semestre de 2012 en vue de réduire les dépenses opérationnelles, portant, dans un premier temps, sur les charges externes et les investissements corporels et incorporels, tout en préservant ses moyens de mener à bien en parallèle plusieurs programmes de recherche et développement clefs.

### 1.3 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice social

Le 6 mars 2013, le Groupe a annoncé un projet d'évolution de sa stratégie (voir chapitre « Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société et du Groupe ») conduisant notamment au lancement d'un projet de réorganisation de ses activités dans le monde. Le plan de réorganisation sera détaillé dans le courant de l'année 2013. Les impacts de ce plan sur les états financiers seront comptabilisés lorsqu'il sera formalisé et que l'estimation du coût sera suffisamment précise pour constituer une obligation implicite pour le Groupe.

### 1.4 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées

Voir sections 1 ci-dessus et 2 ci-dessous.

## **2. Informations financières et résultats consolidés du Groupe**

### 2.1 Remarques liminaires

Les états financiers consolidés du Groupe INSIDE Secure au 31 décembre 2012 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont joints au présent rapport de gestion.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC, tels

qu'adoptés par l'Union européenne. Les principales méthodes comptables sont présentées dans la note 2 de l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2012 et les estimations et jugements comptables déterminants sont exposés dans la note 4 de ladite annexe.

#### *Devise de présentation des états financiers consolidés*

Le Groupe a retenu le dollar américain comme devise de présentation de ses états financiers consolidés. Le dollar est la devise fonctionnelle de la Société, monnaie dans laquelle est libellée la majorité de ses transactions. C'est la monnaie principalement utilisée pour les transactions du Groupe et dans l'industrie des semi-conducteurs dans les relations entre clients et fournisseurs.

Les taux de conversion du dollar vers l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices 2011 et 2012 sont les suivants :

<b>Dollar / euro</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Taux de clôture	1,2939	1,3194
Taux moyens	1,3917	1,2858

#### *Périmètre de consolidation*

Le périmètre de consolidation du Groupe aux 31 décembre 2011 et 2012 est le suivant :

<b>Pays</b>	<b>Société</b>	<b>Pourcentage de détention</b>	
		<b>2011</b>	<b>2012</b>
Etats-Unis	Inside Secure Corporation	100%	100%
Singapour	Inside Secure (Asia) Pte Ltd	100%	100%
Pologne	Inside Secure Sp.z.o.o.	100%	100%
France	Vault-IC France SAS	100%	100%
Royaume Uni	Vault-IC UK Ltd	100%	100%
Pays-Bas	INSIDE Secure B.V	-	100%
Pays-Bas	INSIDE Secure Amsterdam B.V	-	100%
Finlande	INSIDE Secure Oy	-	100%

Le Groupe a acquis l'activité Embedded Security Solutions le 1er décembre 2012. La transaction a été réalisée par transferts d'actifs et passifs, mais également par acquisitions d'actions de sociétés. Dans ce cadre, le Groupe a acquis 100 % des actions de INSIDE Secure B.V, elle-même détentrice de 100% des actions de INSIDE Secure Amsterdam B.V et de 100% des actions d'INSIDE Secure Oy, des sociétés dédiées principalement à l'activité de recherche et développement et au marketing des produits.

#### *Mesures financières complémentaires non-IFRS*

Le Groupe intègre dans l'analyse de son activité des indicateurs de performance à caractère non strictement comptables définis ci-dessous. Ces indicateurs ne sont pas des agrégats définis par les normes IFRS, et ne constituent pas des éléments de mesure comptable de la performance financière du Groupe. Ils doivent être considérés comme une information complémentaire, non substituable à toute autre mesure de performance opérationnelle et financière à caractère strictement comptable, telle que présentée dans les états financiers consolidés du Groupe et leurs notes annexes. Le Groupe suit et entend suivre à l'avenir ces indicateurs car il estime qu'ils sont des mesures pertinentes de sa rentabilité opérationnelle courante et de la génération de ses flux de trésorerie opérationnels. Ces indicateurs peuvent ne pas être directement comparables à ceux d'autres sociétés qui pourraient avoir défini ou calculé de manière différente des indicateurs présentés pourtant sous la même dénomination.

La **marge brute ajustée** est définie comme la marge brute avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe.

Le **résultat opérationnel ajusté** est défini comme le résultat opérationnel avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe.

Le **résultat net ajusté** est défini comme le résultat net avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe et tient également compte de l'ajustement de la charge d'impôt reconnue au compte de résultat liée aux éléments retraités.

Des tableaux de réconciliation entre le compte de résultat consolidé et les agrégats financiers ajustés, tels que définis ci-dessus, pour les exercices 2011 et 2012 figurent à la fin de cette section.

## 2.2 Compte de résultat consolidé

### 2.2.1 Chiffre d'affaires

(en milliers de dollars)	2012	2011	Variation annuelle
Mobile NFC	43 261	47 961	-10%
Paiements sécurisés	31 788	43 246	-26%
Sécurité numérique	46 158	60 261	-23%
Embedded security solutions	840	-	-
<b>Total</b>	<b>122 047</b>	<b>151 468</b>	<b>-19%</b>

A 122,0 millions de dollars, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2012 du groupe INSIDE Secure est en baisse de 19% par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires du Groupe intègre l'activité ESS, consolidée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012. Le chiffre d'affaires normalisé<sup>1</sup> du Groupe en 2012 ressort à 148,2 millions de dollars.

<sup>1</sup> Le chiffre d'affaires normalisé est défini comme le chiffre d'affaires combiné des activités historiques d'INSIDE Secure et d'ESS sur les 12 mois de l'exercice 2012 sans tenir compte des impacts comptables consécutifs au changement de contrôle de l'activité ESS ayant conduit à éliminer une partie du chiffre d'affaires.

## 2.2.2 Résultat opérationnel ajusté et résultat opérationnel

Formation du résultat opérationnel ajusté :

(en milliers de dollars)	2012	2011	Variation
Chiffre d'affaires	122 047	151 468	-19,4%
<b>Marge brute</b>	<b>31 439</b>	<b>42 412</b>	-25,9%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	25,8%	28,0%	
Frais de recherche et développement	(33 218)	(32 746)	1,4%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	-27,2%	-21,6%	
Frais commerciaux et de marketing	(17 511)	(16 907)	3,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	-14,3%	-11,2%	
Frais généraux et administratifs	(8 780)	(8 810)	-0,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	-7,2%	-5,8%	
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	(2 025)	(0)	
<b>Total des charges opérationnelles</b>	<b>(61 534)</b>	<b>(58 464)</b>	5,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-50,4%	-38,6%	
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>(30 095)</b>	<b>(16 052)</b>	87,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-24,7%	-10,6%	

La **marge brute ajustée** a baissé de 11 millions de dollars en 2012, en raison de la baisse du chiffre d'affaires et de la baisse du taux de marge moyen due à un mix produit moins favorable (du fait notamment de la baisse des ventes de la division Sécurité numérique fortement contributrice).

Les frais de recherche et développement ont légèrement progressé en 2012 (+1,4%), avec un poids plus important des dépenses allouées à l'activité NFC (70% contre 56% en 2011), permettant le développement en parallèle de plusieurs programmes clefs : mise au point de la dernière version du microcontrôleur NFC, conception de la prochaine génération de technologie NFC en partenariat avec Intel, conception de l'élément sécurisé intégré propriétaire et premières ventes de la puce NFC PicoPulse™ (technologie « booster » d'INSIDE Secure).

Les frais commerciaux et de marketing, ainsi que les frais généraux et administratifs ont augmenté de 2,2% en 2012 par rapport à 2011, et ont baissé au second semestre par rapport au premier, hors impact d'une provision pour créance douteuse de 0,7 million de dollars enregistrée au 4<sup>e</sup> trimestre 2012.

Le plan de réduction des dépenses lancé à partir de juillet 2012 a commencé à porter ses fruits sur le 4<sup>e</sup> trimestre de l'année, avec une réduction des charges externes, et notamment des dépenses de sous-traitance de R&D et des investissements corporels et incorporels.

A taux de change constant, les dépenses opérationnelles courantes ont baissé de 6% sur le second semestre par rapport au premier.

Le **résultat opérationnel ajusté** est passé d'une perte 16,1 millions de dollars en 2011 (soit 10,6% du chiffre d'affaires) à une perte de 30,1 millions de dollars en 2012 (soit 24,7% du chiffre d'affaires), creusée essentiellement par les performances décevantes de l'activité NFC.

Constatant une évolution défavorable de son activité à partir du second trimestre 2012, le Groupe a mis en place progressivement des premières mesures d'économies en vue de réduire ses dépenses opérationnelles, sans toutefois mettre en risque le développement de son programme d'innovation et de ses principaux nouveaux produits (tels que l'élément sécurisé intégré propriétaire et la famille de produits Pulse autour de la technologie « booster »).

Au cours du second semestre 2012, INSIDE Secure a ainsi observé une moindre détérioration de son résultat opérationnel ajusté, inscrit en perte de 13,9 millions de dollars contre 16,2 millions de dollars au 1<sup>er</sup> semestre.

Le **résultat opérationnel** est passé d'une perte 24,5 millions de dollars en 2011 à une perte de 37,3 millions de dollars en 2012.

### 2.2.3 Produits / charges financiers, net

Au 31 décembre 2012, le résultat financier s'établit en perte à hauteur de 0,3 million de dollars, contre un profit de 1,5 million de dollars au 31 décembre 2011, l'écart provenant essentiellement de l'évolution de la parité EUR/USD. Le résultat financier de l'exercice 2012 est principalement impacté par la réévaluation en dollars au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros. Les gains de change nets réalisés sur l'exercice 2011 s'expliquaient principalement par l'évolution favorable du taux de change EUR/USD sur l'exercice 2011.

Il est à noter que les pertes et gains de change opérationnels relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnel dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées sont dorénavant comptabilisés en résultat opérationnel (voir section 27 des notes aux états financiers au 31 décembre 2012). Cette méthode de présentation préférentielle en normes IFRS a été appliquée pour la première fois en 2012

### 2.2.4 Impôt sur le résultat

L'impôt qui représentait une charge de 74 milliers de dollars en 2011 est un produit net de (51) milliers de dollars en 2012. Le produit net relatif à l'exercice 2012 s'explique principalement par deux éléments :

- La charge d'impôt dans la filiale INSIDE Secure Corporation aux Etats-Unis qui dégage un résultat imposable bénéficiaire ;
- Compensée par l'utilisation d'un crédit d'impôt précédemment non reconnu dans la filiale Vault-IC UK Ltd pour un montant de 156 milliers de dollars.

### 2.2.5 Résultat net ajusté et résultat net

La perte nette ajustée est passée de 14,6 millions de dollars en 2011 à 30,3 millions de dollars en 2012.

Le résultat net consolidé part du groupe (IFRS) de l'année 2012 ressort en perte à hauteur de 37,5 millions de dollars et le résultat net par action à 1,19 dollar (contre 1,06 au 31 décembre 2011).

## 2.2.6 Analyse sectorielle

au 31 décembre 2012						
(en milliers de dollars)	Mobile NFC	Paiements sécurisés	Sécurité numérique	Embedded security solutions	Non alloué	Total 2012
Chiffre d'affaires	43 261	31 788	46 158	840	-	122 047
Contribution au chiffre d'affaires	35%	26%	38%	1%	-	100%
Résultat opérationnel	(31 757)	(5 022)	2 853	(1 116)	(2 237)	(37 278)
Résultat opérationnel ajusté	(30 451)	(3 531)	6 412	(288)	(2 237)	(30 095)
En % du chiffre d'affaires	-70%	-11%	14%	-34%		-25%

  

au 31 décembre 2011						
(en milliers de dollars)	Mobile NFC	Paiements sécurisés	Sécurité numérique	Embedded security solutions	Non alloué	Total 2011
Chiffre d'affaires	47 961	43 246	60 261	-	-	151 468
Contribution au chiffre d'affaires	32%	29%	40%	-	-	100%
Résultat opérationnel	(18 251)	(11 489)	8 674	-	(3 396)	(24 462)
Résultat opérationnel ajusté	(17 258)	(9 271)	13 153	-	(2 676)	(16 052)
En % du chiffre d'affaires	-36%	-21%	22%			-11%

Nota: Les montants non alloués aux secteurs d'activité correspondent principalement à la sous-activité

**Mobile NFC**

Le chiffre d'affaires ressort à 43,3 millions de dollars sur l'année, en baisse de 10% par rapport à 2011, du fait essentiellement du recul important des ventes de terminaux mobiles du groupe BlackBerry, premier client du Groupe, et du report à 2013 de la sortie de la nouvelle génération de *smartphones* de ce fabricant (BlackBerry 10).

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, le chiffre d'affaires de l'activité Mobile NFC a progressé de 28% en séquentiel, à 11,6 millions de dollars, porté essentiellement par ses deux principaux clients sur ce segment (BlackBerry et Intel), sans toutefois que ce rebond ne permette d'en déduire une reprise encore durable de l'activité de ce segment pour INSIDE Secure.

Au cours de ce trimestre, le Groupe a réalisé les premières ventes de son composant NFC PicoPulse (technologie « Booster » d'INSIDE Secure permettant d'intégrer dans un packaging unique l'essentiel des fonctionnalités NFC, antenne comprise, sur une carte SIM), et a introduit sur le marché son élément sécurisé intégré propriétaire.

La dégradation du résultat opérationnel a été moindre sur le 2<sup>e</sup> semestre, mais il s'est établi à -30,5 millions de dollars en 2012 (expliquant la totalité de la perte du Groupe), contre -17,3 millions de dollars en 2011.

Au-delà de l'impact négatif du recul du chiffre d'affaires, cette perte a été accentuée par la croissance des frais de recherche et développement, notamment sur des nouveaux produits à forte valeur ajoutée, tels que le NFC Booster ou l'élément sécurisé intégré propriétaire. Le Groupe estime toutefois avoir supporté en 2012 la part la plus importante de ses efforts de recherche et développement en conduisant en parallèle plusieurs programmes majeurs.

**Paiements sécurisés**

Après avoir connu une baisse brutale des ventes au début de l'année, le chiffre d'affaires de ce segment d'activité s'est redressé sur les derniers mois. A 8,8 millions de dollars au 4<sup>ème</sup> trimestre, il a progressé de 7% en séquentiel et de 8% d'une année sur l'autre. Les ventes de puces à contact pour le marché EMV en Europe se sont stabilisées et les ventes de puces sans contact pour le marché américain ont légèrement rebondi, permettant de limiter la baisse du chiffre d'affaires de l'année, à 31,8 millions de dollars.

La dynamique demeure cependant globalement inchangée : le marché américain du paiement sans contact reste affecté par l'anticipation de la migration annoncée vers un nouveau standard de type EMV.

La perte opérationnelle ajustée de ce segment a été réduite à 3,5 millions de dollars en 2012, en baisse de 62% par rapport à 2011. La perte a par ailleurs été divisée par 2,1 au 2<sup>e</sup> semestre 2012 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre.

### Sécurité numérique

En 2012, le chiffre d'affaires de l'activité Sécurité numérique s'est élevé à 46,2 millions de dollars, en baisse de 23% par rapport à l'année 2011. A 10,0 millions de dollars, le chiffre d'affaires du 4<sup>e</sup> trimestre 2012 s'inscrit en baisse de 12% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre. Cette évolution s'explique par différents facteurs :

- Les produits dédiés aux documents d'identification électronique ont connu une baisse sensible de leur chiffre d'affaires, conséquence attendue de la phase de transition à l'occasion de la vente de l'activité SMS d'Atmel et de son intégration au sein du Groupe ;
- Les ventes de modules sécurisés auprès de différents clients se sont inscrites en baisse, en raison d'une moindre demande en 2012 par rapport à une forte année 2011 ;
- Les produits dédiés à l'accès conditionnel, comme, par exemple, la sécurisation des terminaux de télévision payante, ont enregistré une croissance, portée notamment par de nouveaux clients, cette dernière ayant toutefois été insuffisante pour compenser la baisse des ventes des lignes de produits ci-dessus.

Les efforts marketing et commerciaux destinés à élargir l'offre de produits et de solutions de sécurité numérique sur des marchés prometteurs (tels que la lutte contre la contrefaçon, le *smart metering* et le *machine-to-machine*) n'ont pas encore permis au Groupe de compenser la baisse du chiffre d'affaires sur les lignes de produits historiques. Dans le *smart metering*, INSIDE Secure a gagné ses premiers *design-ins* au cours du troisième trimestre. Le Groupe a également annoncé la signature de plusieurs accords de distribution en Europe et en Amérique latine afin d'étendre la présence commerciale du Groupe. Le Groupe entend investir plus significativement dans cette division en 2013.

Le résultat opérationnel ajusté s'est établi à 6,4 millions de dollars en 2012, soit 14% du chiffre d'affaires de ce segment.

### Embedded Security Solutions

Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, INSIDE Secure a finalisé l'acquisition d'Embedded Security Solutions, un spécialiste de la sécurité qui conçoit et développe de la propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes de cryptage pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux.

Cette acquisition stratégique permet à INSIDE Secure de renforcer son savoir-faire dans le secteur à fort potentiel des solutions de sécurité, et apporte au Groupe une gamme complémentaire de solutions proposant une architecture de sécurité complète ainsi qu'une présence nouvelle dans la sécurité des contenus (gestion des droits numériques ou « DRM ») et des serveurs (réseau privé virtuel ou « VPN »).

Les revenus sont générés sous la forme de licences, de redevances, de services et de prestations de maintenance. Consolidé à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012, ESS a contribué à hauteur de 840 milliers

de dollars au chiffre d'affaires du Groupe en 2012. Sur une base normalisée<sup>2</sup>, le chiffre d'affaires du mois de décembre 2012 s'établit à 1,1 million de dollars et à 5,4 millions de dollars pour le 4e trimestre 2012. Pour l'ensemble de l'année 2012, le chiffre d'affaires normalisé d'ESS ressort à 26,8 millions de dollars (contre 25,3 millions de dollars en 2011).

En 2013, le chiffre d'affaires établi selon les normes IFRS sera réduit de 2 millions de dollars du fait du changement de contrôle de l'activité ESS ayant conduit à éliminer certains revenus différés correspondant à des licences signées et payées préalablement à la cession. En conséquence et afin de permettre des comparaisons pertinentes (à structure comparable), INSIDE Secure communiquera à la fois sur le chiffre d'affaires en normes IFRS et sur le chiffre d'affaires normalisé. Il est à noter par ailleurs que le chiffre d'affaires de l'activité ESS peut varier significativement d'un trimestre à l'autre, principalement en fonction du mix produits (licences, royalties), de la date à laquelle INSIDE Secure reçoit la notification du niveau des ventes réalisées par ses clients qui détermine les royalties à percevoir et de l'importance des contrats signés sur une période donnée.

Le résultat opérationnel ajusté de l'activité ESS reporté ressort en perte de 0,3 million de dollars. Sur un mois et compte tenu de la transition, le résultat opérationnel ajusté de l'activité ESS n'est cependant pas représentatif de la performance normative de cette activité.

#### 2.2.7 Mesures non IFRS – Réconciliation des résultats consolidés (IFRS) avec les résultats ajustés

Les tableaux ci-dessous présentent la réconciliation entre le compte de résultat du présent document et les agrégats financiers ajustés, tels que définis à la section 2.1 ci-dessus, pour les exercices 2011 et 2012 :

---

<sup>2</sup> Le chiffre d'affaires normalisé d'ESS est défini comme le chiffre d'affaires de l'activité ESS sur la période considérée sans tenir compte des impacts comptables consécutifs au changement de contrôle de l'activité ESS ayant conduit à éliminer une partie du chiffre d'affaires.

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012 IFRS	Regroupement d'entreprise	Paiements fondés sur des actions	Autres coûts non- récurrents	31 décembre 2012 ajusté
Chiffre d'affaires	122 047				122 047
Coût des ventes	(93 504)	2 734	163		(90 608)
<b>Marge brute</b>	<b>28 543</b>	<b>2 734</b>	<b>163</b>	<b>-</b>	<b>31 439</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	23,4%				25,8%
Frais de recherche et développement	(35 370)	1 783	369		(33 218)
Frais commerciaux et de marketing	(18 010)		499		(17 511)
Frais généraux et administratifs	(9 630)		850		(8 780)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	(2 811)			786	(2 025)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(37 278)</b>	<b>4 517</b>	<b>1 880</b>	<b>786</b>	<b>(30 095)</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	-30,5%				-24,7%
Produits / (charges) financiers, nets	(258)				(258)
Charges d'impôts sur le résultat	51				51
<b>Résultat net</b>	<b>(37 485)</b>	<b>4 517</b>	<b>1 880</b>	<b>786</b>	<b>(30 302)</b>

  

(en milliers de dollars)	31 décembre 2011 IFRS	Regroupement d'entreprise	Paiements fondés sur des actions	Autres coûts non- récurrents	31 décembre 2011 ajusté
Chiffre d'affaires	151 468				151 468
Coût des ventes	(112 004)	2 835	113		(109 056)
<b>Marge brute</b>	<b>39 464</b>	<b>2 835</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>42 412</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	26,1%				28,0%
Frais de recherche et développement	(34 536)	1 462	328		(32 746)
Frais commerciaux et de marketing	(18 175)	716	553		(16 907)
Frais généraux et administratifs	(9 817)		1 007		(8 810)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	(1 398)	885		513	(0)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(24 462)</b>	<b>5 898</b>	<b>2 000</b>	<b>513</b>	<b>(16 052)</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	-16,1%				-10,6%
Produits / (charges) financiers, nets	1 503				1 503
Charges d'impôts sur le résultat	(74)				(74)
<b>Résultat net</b>	<b>(23 033)</b>	<b>5 898</b>	<b>2 000</b>	<b>513</b>	<b>(14 622)</b>

Le montant non-affecté aux secteurs d'activité correspond principalement à la sous-activité

## 2.2.8 Bilan consolidé

Informations financières sélectionnées du bilan consolidé :

En milliers de dollars	Exercice clos le	
	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Total des actifs non courants	34 227	86 177
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 940	66 321
Autres actifs courants	52 677	40 626
Total des actifs courants	73 618	106 947
<b>Total de l'actif</b>	<b>107 845</b>	<b>193 124</b>
Capitaux propres	57 594	121 725
Passifs non courants	14 708	22 729
Passifs courants	35 542	48 669
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>107 845</b>	<b>193 124</b>

## 2.2.9 Capitaux

La note 17 de l'annexe aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et le tableau de variation des capitaux propres consolidés établis selon les normes IFRS figurant parmi les états financiers détaillent respectivement l'évolution sur les deux derniers exercices du capital de la Société et des capitaux propres.

### 2.2.10 Liquidités

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les OPCVM classés en trésorerie détenus par le Groupe (essentiellement des SICAV monétaires). Ces disponibilités et OPCVM classés en trésorerie servent à financer les activités du Groupe. Au 31 décembre 2012, les disponibilités et OPCVM classés en trésorerie détenus par le Groupe étaient essentiellement placés dans des produits ayant une maturité inférieure à 12 mois.

Au 31 décembre 2012, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élevait à 66 321 milliers de dollars, contre 20 940 milliers de dollars au 31 décembre 2011 et 95 493 milliers de dollars au 30 juin 2012 (après augmentation de capital réalisée à l'occasion de l'introduction en bourse d'INSIDE Secure sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 17 février 2012).

La bonne tenue de la trésorerie de fin d'année, en dépit du décaissement net de 41 635 milliers de dollars pour l'acquisition de ESS, est le résultat des efforts menés par le Groupe pour optimiser les ressources opérationnelles et abaisser le besoin en fonds de roulement. Au second semestre 2012, le Groupe a ainsi pu reconstituer sa trésorerie à hauteur de 12 463 milliers de dollars.

La trésorerie nette<sup>3</sup> du Groupe ressortait à 59 604 milliers de dollars au 31 décembre 2012, contre 18 488 milliers de dollars au 31 décembre 2011.

### 2.2.11 Sources de financement

La Société est une société de technologie qui a enregistré globalement, depuis sa création, des flux de trésorerie opérationnels négatifs. Depuis sa création, la Société a été financée par l'émission d'actions nouvelles ainsi que, de façon marginale, par le remboursement du crédit d'impôt recherche et des subventions et avances remboursables accordées, notamment, par OSEO.

La Société a mis en place, au cours du quatrième trimestre 2011, des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor pour une durée de deux ans reconductible, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance-crédit. Le risque de non recouvrement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan. Au 31 décembre 2012, le montant total des créances cédées s'élève à 12 766 milliers de dollars (contre 11 052 milliers de dollars au 31 décembre 2011), et le montant financé s'élève à 12 330 milliers de dollars net de la réserve de garantie (contre 10 610 milliers de dollars).

Bien que le Groupe présente ses comptes en dollars, la Société, qui a son siège social en France, procède à des augmentations de capital en euros. Au cours des années 2011 et 2012, la Société a procédé à plusieurs augmentations de capital qui se répartissent globalement ainsi :

En 2011 la Société a réalisé des augmentations de capital pour un montant total de 446 milliers de dollars (314 milliers d'euros) dans le cadre d'émission de bons de souscription d'actions d'une part et d'exercice de bons de souscription d'actions d'autre part.

En février 2012, la Société a procédé à nouvelle augmentation de capital concomitante à la première admission des actions sur le marché NYSE Euronext Paris en février 2012, pour un montant 104,6 millions de dollars (79,3 millions d'euros) prime d'émission incluse et avant imputation des dépenses directement liées à l'opération et imputées sur la prime d'émission.

---

<sup>3</sup> La trésorerie nette est constituée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, du montant net des instruments dérivés, moins les dettes relatives aux contrats de location financement, les découverts bancaires et emprunts bancaires, les dettes liées au paiement différés dans le cadre des regroupements d'entreprise.

## 2.2.12 Flux de trésorerie consolidés

Informations financières sélectionnées du tableau des flux de trésorerie consolidés :

En milliers de dollars	Exercice clos le	
	31 décembre 2011	31 décembre 2012
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>41 178</b>	<b>20 940</b>
Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité	(11 010)	(12 508)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(7 993)	(48 509)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(965)	106 604
Profits / (pertes) de change sur trésorerie <sup>(1)</sup>	(268)	(206)
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>20 940</b>	<b>66 321</b>

<sup>(1)</sup> Élément sans impact sur la trésorerie provenant de la conversion en dollars de la trésorerie libellée dans d'autres devises.

## 2.2.13 Flux de trésorerie liés à l'activité

En milliers de dollars	Exercice clos le	
	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Résultat net	(23 033)	(37 485)
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie	15 428	12 549
<b>Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(7 605)</b>	<b>(24 936)</b>
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	(9 111)	5 873
Clients et comptes rattachés, nets des clients cédés	12 066	3 957
Fournisseurs et dettes rattachées	2 535	(4 189)
Avances reçues sur commandes à livrer	-	6 460
Autres créances/dettes nettes	(8 573)	(210)
<b>Flux nets de trésorerie absorbés par le besoin en fonds de roulement</b>	<b>(3 083)</b>	<b>11 891</b>
Autres éléments (intérêts reçus/payés, impôts payés)	(322)	537
<b>Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité</b>	<b>(11 010)</b>	<b>(12 508)</b>

Les flux de trésorerie absorbés par l'activité sont passés de -11 010 milliers de dollars en 2011 à -12 508 milliers de dollars en 2012.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, les flux nets de trésorerie absorbés par l'activité sont passés de -7 605 milliers de dollars en 2011 à -24 936 milliers de dollars en 2012, soit une augmentation de 17 331 milliers de dollars. L'utilisation de trésorerie liée à l'activité (avant variation du besoin en fonds de roulement) du Groupe s'explique par l'augmentation de la perte opérationnelle du Groupe. Cette dégradation a pu être compensée partiellement par une baisse sensible du besoin en fonds de roulement, à hauteur de 11 891 milliers de dollars.

La forte diminution du besoin en fonds de roulement en 2012 s'explique principalement par la conjugaison des facteurs suivants :

- les stocks ont baissé de 25% par rapport au 31 décembre 2012 (et 31% par rapport au 30 juin 2012). Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2012 ressort ainsi à un niveau très bas ;
- le paiement par un client durant le second semestre 2012 d'une avance non remboursable liée à des commandes de produits à livrer d'ici le 30 juin 2013 au plus tard, pour un montant de 6 460 milliers de dollars ;

- le remboursement intégral au Groupe en juillet 2012 pour un montant total de 4 168 milliers de dollars (3 207 milliers d'euros) de la créance de crédit d'impôt recherche acquise au titre de l'exercice 2010 qui avait fait l'objet d'un contrôle fiscal, celui-ci n'ayant donné lieu à aucune rectification.

#### 2.2.14 Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

En milliers de dollars	Exercice clos le	
	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Acquisition d'ESS, nette de la trésorerie acquise	-	(41 635)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 367)	(2 119)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 029)	(2 718)
Technologies en développement	(1 188)	(973)
Variation du passif sur accord de licence	(1 409)	(1 064)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(7 993)</b>	<b>(48 509)</b>

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ont atteint -48 509 milliers de dollars au cours de l'exercice 2012, contre -7 993 milliers de dollars au cours de l'exercice 2011 dont -41 635 milliers de dollars au titre de l'acquisition de l'activité ESS, nette de la trésorerie acquise.

Au cours de l'année 2012, le Groupe a également acquis des immobilisations corporelles et incorporelles pour 4,837 milliers de dollars (contre 5,396 milliers de dollars en 2011) ; la baisse du montant s'explique principalement par la mise en place des mesures d'économies à partir du second semestre de 2012 en vue de réduire les dépenses opérationnelles du Groupe.

Des frais de développement liés à deux projets de recherche appliquée (financé par des avances remboursables en cas de succès des projets) pour un montant total de 973 milliers de dollars ont également été engagés sur l'exercice 2012 (contre 1 188 milliers de dollars en 2011).

Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, le Groupe a finalisé l'acquisition d'ESS. Au jour de la réalisation de l'opération, INSIDE Secure a versé un montant de 41 635 milliers de dollars, net de la trésorerie acquise et tenant compte d'une première estimation du besoin en fonds de roulement. En janvier 2013, une réduction de prix a été demandée par le Groupe à hauteur de 504 milliers de dollars pour tenir compte du besoin en fonds de roulement final ; ce montant devrait être versé au Groupe en mars 2013. Par ailleurs, INSIDE Secure a versé 5 186 milliers de dollars complémentaires durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, l'ensemble des conditions prévues dans l'accord d'acquisition ayant été réalisées.

#### 2.2.15 Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

En milliers de dollars	Exercice clos le	
	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Produits des opérations sur le capital	446	104 950
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse	(2 039)	(5 840)
Avances remboursables	852	2 491
Financement du crédit d'impôt recherche	-	5 852
Location financement - Remboursement de la part en capital	(225)	(463)
Rachat d'actions propres	-	(501)
Dénouement des opérations de couverture de change	-	(161)
Variation du découvert bancaire	-	276
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(965)</b>	<b>106 604</b>

### Année 2011

Au titre de l'exercice 2011, le Groupe a décaissé des frais externes pour 2 039 milliers de dollars directement attribuables au projet d'introduction en bourse de la Société. Par ailleurs, la Société a constaté une augmentation de capital de 265 milliers de dollars (181 milliers d'euros), prime d'émission incluse, résultant de l'exercice de bons de souscription d'actions, et a procédé à une émission de bons de souscription d'actions pour un montant de 181 milliers de dollars (130 milliers d'euros).

La Société bénéficie depuis 2011 d'avances remboursables auprès d'OSEO au titre de programmes de recherche et d'innovation. Le montant de 852 milliers de dollars correspond au premier montant perçu par la Société.

### Année 2012

A l'occasion de l'admission de ses actions sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris en février 2012, le Groupe a réalisé une augmentation de capital de 98,7 millions de dollars (75,0 millions d'euros), déduction faite des dépenses et commissions liées à l'opération payées en 2012.

En 2012, le Groupe a par ailleurs perçu 2 491 milliers de dollars de la part d'OSEO au titre de programmes de recherche et d'innovation (ces avances étant remboursables uniquement si les objectifs commerciaux définis contractuellement ont été atteints).

Enfin, un contrat de financement de la créance de crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2011 figurant à l'actif du bilan, et dont le terme est fixé en juin 2015, a été mis en place en juin 2012 avec un partenaire bancaire. Le montant financé par la banque ressort à 5 852 milliers de dollars et correspond à 90% de la créance d'impôts. Le solde de la créance sera payé au Groupe en juin 2015 au terme du contrat et la dette s'en trouvera éteinte d'elle-même.

Hormis ces financements, le Groupe n'a pas contracté de dette financière significative en 2012.

#### 2.2.15 Engagements hors bilan

Le montant total des engagements hors bilan comptabilisés par le Groupe au 31 décembre 2012 s'élève à 28 676 milliers de dollars (contre 52 368 milliers de dollars au 31 décembre 2011). Ces engagements hors bilan sont décrits à la note 33 de l'annexe aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le principal engagement hors-bilan du Groupe correspond à un engagement d'achat d'ici le 30 septembre 2014 d'un nombre minimum de tranches de silicium (*wafers*) pour un montant maximal de 27 061 milliers de dollars auprès de la société LFoundry (contre 48 690 milliers de dollars au 31 décembre 2011).

### **3. Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés – Utilisation des instruments financiers**

Les risques liés à l'activité de la Société et du Groupe, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en Annexe C du présent rapport de gestion.

### **4. Gouvernement d'entreprise et contrôle interne**

Le rapport du président du conseil de surveillance sur le fonctionnement du conseil et les procédures de contrôle interne mises en place par la Société est joint en Annexe 1 du présent rapport financier annuel. Le rapport spécial des commissaires aux comptes sur le rapport du président est joint en Annexe 2 du présent rapport financier annuel.

## 5. Activité en matière de recherche et développement

### 5.1 Un élément clef du succès du Groupe

Le Groupe investit des moyens importants dans sa recherche et développement, facteur clef de son succès, afin de créer de nouveaux produits, intégrer de nouvelles fonctionnalités au sein de ses circuits intégrés, développer et améliorer ses logiciels, tout en perfectionnant leur sécurité.

265 de ses salariés (concepteurs de circuits intégrés, développeurs de logiciels embarqués et d'applications, ingénieurs sécurité, ingénieurs d'intégration et de test, principalement), assistés, en moyenne, par une trentaine de développeurs en régie mis à la disposition du Groupe par des sociétés d'ingénierie et de services, travaillent en recherche et développement. Ils sont basés, principalement, à Aix-en-Provence (France), Rousset (France), East Kilbride (Ecosse), Vught (Pays-Bas), Amsterdam (Pays-Bas) et Helsinki (Finlande).

En 2012, les dépenses en matière de recherche et développement du Groupe (nettes du crédit d'impôt recherche et des subventions) ont représenté 29,2% de son chiffre d'affaires consolidé (22,8% en 2011).

### 5.2 Les technologies du Groupe

Le cœur technologique du Groupe est composé des domaines principaux suivants :

- développement (*design*) de circuits intégrés : conception de puces à basse consommation d'énergie, architecture de microprocesseurs et de systèmes sur puce (*system-on-chip*), conception analogique (radiofréquences) et numérique, traitement du signal, sécurité et cryptographie ;
- développement logiciel : systèmes d'exploitation « temps réel » embarqués, couches logicielles, *middleware* et applicatives, et protocoles de test ; et
- intégration de systèmes et packaging.

D'un point de vue fonctionnel, le cœur d'expertise du Groupe porte sur les domaines des microcontrôleurs sécurisés à mémoire embarquée et à faible consommation, de la communication en champ proche (la technologie NFC), de la sécurité des transactions et de l'architecture de microcontrôleurs.

Le Groupe développe des circuits intégrés sécurisés et des logiciels embarqués depuis 1995, son histoire étant jalonnée d'innovations majeures dans l'industrie (à cet égard voir la section 5.1.5 « Evénements importants dans le développement des activités de la Société » du document de base de la Société enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 16 mai 2011). Au cours des dernières années, il a par ailleurs été primé à de nombreuses reprises, voyant ainsi ses capacités de recherche et développement dans de nombreux domaines techniques reconnues.

Avec l'acquisition d'ESS (voir chapitre 1.2), l'expertise technologique du Groupe s'est enrichie dans le domaine de la sécurité. ESS développe de la propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryption. Ainsi, ESS développe une gamme large de logiciels et de « boîtes à outils » (*toolkits*) basés sur des standards, pour la gestion des droits numériques (« DRM »), destinés aux opérateurs mobiles, fournisseurs de services, intégrateurs de plates-formes, côté serveur, ainsi que des solutions DRM côté client pour les fabricants d'appareils et les fournisseurs de semi-conducteurs, de logiciels applicatifs et les intégrateurs de plates-formes. Le portefeuille d'ESS comprend également des « boîtes à outils » de sécurité ainsi que de la propriété intellectuelle pour la conception de semi-conducteurs et des processeurs de sécurité pour la sécurité sur les mobiles et les réseaux.

Le Groupe joue un rôle de premier plan au sein d'organismes de normalisation et de nombreuses organisations de l'industrie. Il est ainsi membre *sponsor* du NFC Forum, membre d'EMVCo (en tant que membre de l'*advisory board* et qu'expert technique), de l'APSCA (*Asia Pacific Smart Card Association*), de l'APTA (*American Public Transportation Association*), de l'ETSI (*European Telecommunications Standards Institute*), d'Eurosmart, de Global Platform et de la *SmartCard Alliance* et membre fondateur de l'OSPT (*Open Standard for Public Transport*) Alliance au conseil d'administration de laquelle il siège.

## 6. Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société et du Groupe

L'année 2012 a été marquée par des bouleversements importants et rapides de l'environnement industriel et commercial du groupe INSIDE Secure qui ont pesé sur ses performances financières, tant sur les revenus en décroissance que sur la rentabilité opérationnelle réduite. INSIDE Secure a notamment souffert des difficultés brutales de plusieurs de ses principaux clients de la division Mobile NFC, affaiblis par les mutations du secteur et par le développement plus lent du marché du NFC.

Ces mutations ont poussé le Groupe à adapter rapidement sa stratégie de développement et ont entraîné une réorientation de ses priorités sur ses grands marchés :

- Sur le marché **NFC** : en donnant la priorité à une offre à valeur ajoutée et innovante, avec des produits tels que la famille NFC Pulse (technologie « booster » d'INSIDE Secure) et l'élément sécurisé propriétaire ; en capitalisant sur son portefeuille de brevets au travers d'un programme de licence ambitieux.
- Sur le marché de la **sécurité intégrée** : grâce à sa technologie et aux acquisitions réalisées (SMS en 2010 puis ESS en 2012) le Groupe est déjà un leader dans l'offre de solutions pour sécuriser les contenus, les transactions et les communications entre les personnes, les services et les objets communicants. INSIDE Secure entend renforcer son offre globale sur toute la chaîne de valeur des applications de sécurité :
  - En capitalisant sur l'activité ESS, pour élargir l'offre de solutions de sécurité intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur avec un positionnement au niveau des applications (ex. réseau privé virtuel, protection de contenu), et, enrichir le modèle de revenu du Groupe avec des licences et des royalties à fortes marges.
  - En conjuguant les différentes technologies complémentaires que le Groupe possède et maîtrise autour des plateformes de sécurité : développement d'un portefeuille de solutions capables d'adresser plusieurs marchés (paiements, identification, *machine-to-machine*, *smart grid*, protection de données et de produits, lutte contre la contrefaçon, stockage ou échanges de données...).

Dans ce contexte, le Groupe a annoncé le 7 mars 2013, la mise en place d'une organisation adaptée à cette nouvelle stratégie et le lancement d'un projet de réorganisation de ses activités dans le monde qui pourrait entraîner une suppression de postes représentant environ 20% des effectifs mondiaux. Ce projet sera conduit dans le respect des lois et règlements des pays concernés. Pour ce qui concerne la France, ce projet fait l'objet d'une procédure d'information et de consultation auprès du Comité d'entreprise. L'activité ESS, acquise par le Groupe en décembre 2012, n'est pas concernée par la réorganisation. Cette réorganisation devrait conduire à décaisser un montant estimé à environ 7 millions de dollars en 2013. Le Groupe entend réaliser environ 13 millions de dollars de réduction de ses coûts opérationnels sur une base annualisée et une fois le projet entièrement mis en œuvre.

Ces actions doivent permettre à INSIDE Secure d'atteindre l'équilibre financier et de retrouver le chemin de la croissance.

Sur le marché très concurrentiel du NFC, INSIDE Secure conserve de solides atouts et un savoir-faire incontestable. Les investissements en recherche et développement du Groupe seront plus ciblés pour permettre, en capitalisant sur ses atouts et son portefeuille de propriété intellectuelle, l'introduction sur le marché de produits NFC à valeur ajoutée, en particulier l'élément sécurisé propriétaire ou la technologie « booster ». En février 2013, le Groupe a annoncé la commercialisation du module NFC sécurisé ComboPulse™, une solution totalement intégrée intégrant la puce « booster » PicoPulse NFC radio, un élément sécurisé VaultSEcure™ Java Card, une antenne et tous les composants passifs sur un module réduit et prêt à l'emploi qui facilite et réduit les coûts de déploiement NFC dans de nombreux produits électroniques, tels que les tablettes, les lecteurs médias personnels et les téléphones mobiles d'entrée de gamme et autres appareils mobiles intelligents).

Sur le segment des Paiements sécurisés, le Groupe continue de concentrer ses efforts sur le développement d'une plateforme semi-conducteur adaptée à l'évolution du marché du paiement aux Etats-Unis vers la carte à puce, dont le démarrage est toujours attendu pour 2013. La première plateforme développée par le Groupe pour l'adoption du standard EMV aux Etats-Unis vient ainsi d'être certifiée par Mastercard, et la certification par VISA est en cours.

Le Groupe entend investir davantage dans les métiers de sa division Sécurité numérique en 2013. En phase avec le recentrage de sa stratégie, le Groupe renforcera son offre de solutions sécurisées « hardware et software » sur toute la chaîne de valeur de ses marchés. En combinant les expertises issues des acquisitions déjà réalisées, et notamment de ESS, le Groupe proposera ainsi des solutions pour renforcer, au cœur de certaines applications critiques, la sécurité des contenus (gestion des droits numériques ou « DRM »), de l'identité numérique et des transactions.

## **7. Informations sociales et environnementales**

### **7.1 Informations sociales**

#### **7.1.1 Les effectifs**

Au 31 décembre 2012, le Groupe présente un effectif total de 460 salariés.

L'effectif est réparti au niveau mondial de la façon suivante :

- 255 salariés en France (répartis sur 5 sites différents : Aix-en-Provence, Rousset, Sophia Antipolis, Cergy Pontoise, Montigny-le-Bretonneux),
- 75 salariés en Ecosse,
- 37 salariés aux Pays-Bas
- 21 salariés en Finlande
- 6 salariés en Pologne,
- 2 salariés en Allemagne,
- 31 salariés en Asie (Singapour, Corée du Sud, Chine, Taiwan, Thaïlande), et
- 33 salariés en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada).

La ventilation des 460 employés suivant leur fonction est la suivante :

- |   |     |
|---|-----|
| - recherche et développement              | 240 |
| - opérations                              | 93  |
| - ventes et marketing                     | 78  |
| - fonctions de support et administratives | 49  |

Au cours des dernières années, la Société a majoritairement intégré des profils dits « experts », donc expérimentés, pour répondre aux défis technologiques inhérents aux marchés sur lesquels elle est positionnée. La Société s'inscrit à présent dans une recherche de profils mixtes avec une place plus large laissée aux profils plus « juniors ». L'apprentissage et les stages de longue durée de fin de cursus d'écoles d'ingénieurs sont également une voie de recrutement privilégiée par la Société.

#### 7.1.2 L'organisation du temps de travail

Les salariés cadres et non cadres de la Société travaillent 39 heures par semaine. Ils cumulent 0,62 jours de bonification d'heures supplémentaires par mois, soit un total de 6,82 jours par an. L'absentéisme dans l'entreprise est relativement faible et en dessous des moyennes nationales constatées dans le secteur d'activité de la Société.

#### 7.1.3 Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs

Les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont été menées sur les sites français du Groupe au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et ont abouti à la reconduction d'accords en place.

Les sociétés françaises du Groupe, INSIDE Secure et Vault-IC France, disposent chacune d'un comité d'entreprise. INSIDE Secure dispose d'une délégation unique du personnel avec 6 titulaires et 6 suppléants. Les dernières élections ont eu lieu en juin 2011. 2 syndicats cohabitent (FO et CFE CGC) ainsi que des titulaires « sans appartenance syndicale ». Vault-IC France dispose également d'une délégation unique du personnel avec 2 titulaires et 2 suppléants. Les titulaires sont adhérents aux syndicats FO et CFTC.

#### 7.1.4 Les conditions d'hygiène et de sécurité

La Société travaille au quotidien avec les membres du CHSCT pour respecter et garantir de bonnes conditions de travail à ses collaborateurs. La Société se conforme aux dispositions légales dans ce domaine.

A l'échelle du Groupe, le nombre de cas d'accidents du travail et de trajet et de maladies professionnelles n'est pas significatif :

- Nombre d'accidents du travail et de trajet en 2012 : 6.
- Nombre de cas de maladies professionnelles en 2012 : 0

#### 7.1.5 La formation

##### La formation professionnelle au sein du Groupe

Le plan de formation annuel vise à assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail et à proposer des formations qui participent au développement des compétences.

Les formations organisées par la Société sont le plus souvent techniques et touchent aux compétences métier. Ces actions sont essentielles pour acquérir les compétences à la pointe des évolutions techniques nécessaires pour répondre aux spécificités des marchés sur lesquels la Société se positionne. Elles répondent également à l'accompagnement de l'introduction de nouveaux outils et de nouvelles méthodes de travail. C'est pourquoi ces actions doivent être réalisées dans les meilleurs délais avec les meilleurs experts / formateurs du domaine.

D'autres formations visent à développer des compétences transversales. Parmi celles-ci, on peut citer : (i) apprendre à travailler de façon transverse dans un environnement international multi-sites où le challenge ainsi que la satisfaction des clients sont au premier plan, ou (ii) poursuivre le développement

des compétences en langues notamment en anglais, nécessaires à l'environnement international de la Société.

L'objectif du Groupe est que l'ensemble de ses salariés puissent bénéficier d'au moins une action de formation par an.

#### Les partenariats de formation

La Société a régulièrement recours à des actions externes de formation organisées avec des écoles et organismes conventionnés sélectionnés dans le cadre d'appels d'offres. Ils deviennent alors de véritables partenaires avec lesquels le Groupe travaille pour apporter les réponses aux besoins d'acquisition de connaissances et de développement de compétences.

#### Le partage des connaissances

La formation au sein du Groupe passe également par le partage d'expérience formalisé, de façon croissante, par l'organisation de formations internes. Ces formations internes occupent une place importante et la Société reconnaît ce transfert de savoir en formant ses formateurs internes sur les aspects pédagogiques. La professionnalisation des formateurs internes compte parmi les priorités.

#### L'évaluation de la formation

La formation constituant un investissement important pour le Groupe, la mesure de son efficacité est indispensable. L'évaluation reste le plus souvent encore celle du participant sur l'action de formation suivie. Cette évaluation est certes essentielle, mais non suffisante. C'est pourquoi la Société souhaite mettre en place progressivement une évaluation de l'acquisition des connaissances des stagiaires par les formateurs.

#### 7.1.6 Egalité de traitement

##### (i) Egalité entre femmes et hommes

La Société a pour objectif de rester vigilante sur l'égalité de traitement des salaires entre les hommes et les femmes à compétences et expériences équivalentes. Pour cela, elle s'assure de l'égalité de rémunération à l'embauche et contrôle les enveloppes salariales pour s'assurer que les augmentations de salaires bénéficient dans les mêmes proportions aux hommes et aux femmes.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le salaire moyen des femmes pour la catégorie ETAM est plus élevé que celui des hommes, et dans la catégorie cadres la différence de salaire entre les hommes et les femmes s'explique par l'absence de femmes aux postes de cadres dirigeants qui n'est pas du fait d'une volonté de la part de la Société mais de l'absence de postulants pour ce type de postes dans la branche d'activité de la Société.

*Salaire de base annuel moyen au 31 décembre 2012 :*

Femmes		Hommes	
Cadres	ETAM	Cadres	ETAM
47 573 €	29 285 €	63 057 €	26 550 €

(ii) Politique de lutte contre les discriminations

La Société lutte dans tous les domaines (embauche, promotion, sanction, formation...) contre toute forme de discrimination liée à des considérations d'ordre personnel.

Pour ce faire elle a mis notamment en œuvre les mesures suivantes :

- Pas de photographie sur les CV demandés lors des recrutements
- Mention sur les annonces de recrutement de l'accessibilité du poste aux salariés handicapés
- Suivi mensuel de l'égalité d'accès à la formation aux femmes et aux hommes
- Incitation des managers à veiller lors de l'élaboration du plan de formation de leur équipe à un accès pour tous à la formation

(iii) L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

La Société ouvre l'ensemble de ses postes à tout salarié sans aucune discrimination. Malgré cette politique, la Société estime qu'elle compte encore un nombre insuffisant de travailleurs handicapés si bien qu'elle a mis en place un partenariat avec l'Agefiph afin d'identifier des solutions pour répondre à ses obligations dans ce domaine. L'appel à des sociétés externes employant des travailleurs handicapés dans le domaine des fournitures de bureau notamment est un autre dispositif retenu par la Société.

7.1.7 Les œuvres sociales

La Société cotise aux œuvres sociales des instances représentatives du personnel en France dans le cadre des dispositions légales prévues à cet effet. Des budgets au profit des œuvres sociales des structures étrangères sont également en place. Ces œuvres sociales couvrent, pour tout ou partie, la participation des salariés à des activités sportives, culturelles, évènementielles et musicales, principalement.

7.2 Informations environnementales

La Société n'ayant aucune activité manufacturière dans ses locaux (modèle *fabless*), elle n'est pas exposée à des risques significatifs directs pour l'environnement. Néanmoins, la Société porte une grande attention à l'impact environnemental de ses produits et est attentive au respect par ses partenaires de production des réglementations environnementales. Les fonderies avec lesquelles le Groupe travaille et ses sous-traitants réalisant les tests des produits ont été certifiés ISO 14001 (un standard largement reconnu au niveau international pour les systèmes de gestion de l'environnement) et une majorité des sous-traitants réalisant l'assemblage de ses produits l'est également.

Le Groupe veille ainsi particulièrement au respect des différentes réglementations environnementales dans le monde entier.

Les différents sites du Groupe ne produisent aucun rejet pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique, aux milieux naturels ou aux espèces animales et végétales protégées.

Conformité de l'activité de la Société aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière environnementale

L'activité du Groupe est soumise à la directive RoHS (*Restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment*) (2002/95/EC) limitant l'utilisation de six substances dangereuses pour la santé et l'environnement pouvant entrer dans la composition des équipements électriques et électroniques à savoir, quatre métaux lourds (Hg, Pb, Cd et CrVI) et deux retardateurs de flammes (PBB et PBDE). Bien que le Groupe ne fabrique pas ses propres produits, le Groupe s'assure auprès de ses fournisseurs et sous-traitants du respect de cette directive. Dans ce contexte, tous les sous-traitants du Groupe communiquent leurs analyses RoHS relatives aux produits qu'ils livrent.

La réglementation REACH impose également la communication d'informations aux clients dans le cas où une substance extrêmement préoccupante dite SVHC (*Substances of Very High Concern*) serait présente dans un article en concentration supérieure à 0,1% en masse. Pour répondre à ses obligations, le Groupe suit attentivement la liste dite candidate des SVHC mise à jour par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et engage les actions nécessaires auprès de ses fournisseurs afin de s'assurer que les produits mis sur le marché ne contiennent pas de telles substances en concentration supérieure au niveau spécifié. Le Groupe suit également la liste des SVHC telle qu'incluse à l'annexe XIV de REACH afin de s'assurer que les produits du Groupe ne risquent pas une interdiction de mise sur le marché.

La directive (« DEEE ») sur les Déchets d'équipements électriques et électroniques (2002/96/CE) prévoit que les producteurs organisent et financent la collecte, le traitement et la valorisation de leurs produits lorsqu'ils arrivent en fin de vie. Afin d'éviter tout risque de pollution liée, l'ensemble des déchets des équipements et produits est retraité par une société tierce spécialisée. Par ailleurs, quand cela s'avère nécessaire, le Groupe procède au retraitement des *wafers* et des masques sur son site d'East Kilbride (Ecosse).

#### Mesures prises pour contrôler et réduire la consommation de ressources en eau, matières premières et énergie

La Société prévoit de regrouper l'ensemble de son personnel basé à Aix-en-Provence et à Rousset au sein d'un même bâtiment labellisé BBC (Bâtiment Basse Consommation) en 2013.

Par ailleurs, une procédure a été mise en place au sein de la Société pour l'évacuation et le recyclage des déchets suivants : plaquettes de silicium et puces micro-packagées, équipements électriques et électroniques, piles et batteries, toner et cartouches d'encre, et, papier.

#### Les services internes de gestion de l'environnement

Le département qualité de la Société est responsable du système de *management* des aspects environnementaux. L'ensemble des employés du Groupe est sensibilisé aux aspects environnementaux au cours d'un module de formation qualité obligatoire.

### 7.3 Engagement sociétal

#### 7.3.1 L'importance de la sous-traitance

Dans un souci de performance et pour faire face à la concurrence, la Société doit faire preuve d'une grande réactivité et flexibilité. Aussi, pour dépasser les limites de son organisation et renforcer ces deux critères, la Société a choisi de faire appel à de l'assistance technique externe. La Société compte ainsi une quarantaine de prestataires externes émanant de sociétés de service retenues au travers d'appels d'offres. Cette assistance technique est majoritairement exercée en France.

Par ailleurs le Groupe travaille avec des fonderies et des sous-traitants pour la réalisation du test des produits.

Le Groupe veille ainsi particulièrement au respect des différentes réglementations environnementales dans le monde entier.

Le Groupe s'assure auprès de ses fournisseurs et sous-traitants du respect de cette directive.

#### 7.3.2 Loyauté des pratiques

La Société entend conduire son activité dans le respect des règles d'intégrité. Elle a mis en place en novembre 2012 un code d'éthique qui définit les principes et les valeurs qui constituent les normes

fondamentales de comportement attendues de la part de ses employés principalement dans les domaines suivants :

- Lutte contre toutes formes de discrimination
- Prohibition des comportements anti-concurrentiels
- Interdiction du travail forcé ou obligatoire et du travail des enfants
- Confidentialité des informations
- Prévention de la fraude
- Prévention des conflits d'intérêt
- Liberté d'association des employés et de la négociation collective
- Prohibition des actes de corruption et de trafic d'influence
- Relation avec les actionnaires et les marchés financiers

## **8. Résultats sociaux d'INSIDE Secure S.A.**

### 8.1 Analyse de l'évolution des affaires et des résultats

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du plan comptable et conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Bien que le dollar soit la devise fonctionnelle de la Société, les comptes sociaux sont présentés en euros, conformément aux dispositions du Code de Commerce pour une société de droit français.

### 8.2 Compte de résultat

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à 94 694 878 euros contre 108 252 485 euros pour l'exercice précédent, soit une diminution de 12,5% en conséquence de la baisse des ventes des produits NFC.

Les produits d'exploitation s'élèvent à la somme globale de 95 050 389 euros contre 122 060 327 euros pour l'exercice précédent, soit une diminution de 22,1%.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 126 849 868 euros, contre 140 191 505 euros pour l'exercice précédent, et comprennent les postes suivants :

- achats de matières premières et autres approvisionnements :	54 486 072 €
- variation de stocks :	(4 126 903) €
- autres achats et charges externes :	47 858 099 €
- impôts et taxes :	1 134 651 €
- salaires et traitements :	12 851 884 €
- charges sociales :	5 505 069 €
- dotations aux amortissements et aux provisions:	2 757 344 €
- dotations aux provisions d'exploitation :	2 612 745 €

- autres charges : 3 770 907 €

En 2012, le résultat d'exploitation est déficitaire de (31 799 479) euros contre un résultat déficitaire de (18 131 178) euros pour l'exercice précédent.

Les produits financiers et les charges financières se sont élevés en 2012, respectivement, à 6 401 784 euros et 11 062 911 euros, correspondants essentiellement aux différences positives et négatives de change ainsi que la dépréciation des titres de participation des filiales polonaises et anglaises, soit un résultat financier de déficitaire de 4 661 126 euros contre 1 580 708 euros l'exercice précédent.

En conséquence le résultat courant avant impôts s'élève en 2012 à (36 460 607) euros contre un résultat négatif de (19 711 887) euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu du crédit d'impôt recherche qui s'élève en 2012 à 4 352 714 euros, le résultat net de l'exercice est une perte de (32 311 382) euros contre une perte de (16 451 310) euros pour l'exercice 2011.

### 8.3 Bilan

#### Actif

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à la somme nette de 35 053 221 euros ; les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 3 300 785 euros. Le poste « immobilisations financières » s'élève, au 31 décembre 2012, à la somme nette de 10 960 000 euros.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 92 060 000 euros,

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 376 585 euros.

#### Passif

Le capital social s'élevait à la somme de 13 597 425 euros au 31 décembre 2012, contre 8 689 730 euros au terme de l'exercice précédent, et les primes d'émission et de fusion s'élevaient à la somme totale de 162 079 885 euros au 31 décembre 2012.

Le compte de report à nouveau est débiteur de 60 274 666 euros.

### 8.4 Situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires

Le poste « dettes » s'élève à la somme de 48 364 978 euros (contre 36 493 520 euros pour l'exercice précédent), constitué principalement :

- d'emprunt et dettes financières pour :	13 190 700 euros
- de dettes fournisseurs et comptes rattachés pour :	11 541 354 euros
- de dettes fiscales et sociales pour :	5 222 308 euros
- d'autres dettes pour :	9 129 733 euros
- de produits constatés d'avance pour	9 280 884 euros

En vertu des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du code de commerce, vous trouverez ci-dessous la décomposition du solde des dettes fournisseurs de la Société à la date de clôture des deux derniers exercices écoulés en fonction de leurs dates d'échéances respectives.

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Dettes à échoir au 31 décembre 2011**

30 jours maximum à compter de la date de réception de la marchandise ou de l'exécution de la prestation de services	60 jours maximum à compter de la date d'émission de la facture	Délai supérieur	Solde total
6 231 253 €	2 119 192 €	10 702 €	8 361 148 €

**Dettes échues au 31 décembre 2011**

30 jours maximum à compter de la date de réception de la marchandise ou de l'exécution de la prestation de services	60 jours maximum à compter de la date d'émission de la facture	Délai supérieur	Solde total
2 693 685 €	299 309 €	111 830 €	3 104 824 €

Exercice clos le 31 décembre 2012

**Dettes à échoir au 31 décembre 2012**

30 jours maximum à compter de la date de réception de la marchandise ou de l'exécution de la prestation de services	60 jours maximum à compter de la date d'émission de la facture	Délai supérieur	Solde total
5 370 304€	210 755 €	10 854 €	5 591 914 €

**Dettes échues au 31 décembre 2012**

30 jours maximum à compter de la date de réception de la marchandise ou de l'exécution de la prestation de services	60 jours maximum à compter de la date d'émission de la facture	Délai supérieur	Solde total
2 847 338 €	12 941 €	62 374 €	2 922 653 €

8.5 Affectation du résultat

Il est proposé à l'assemblée générale des actionnaires d'affecter la perte de l'exercice de l'exercice clos le 31 décembre 2012, soit la somme de (32 311 382) euros, au compte « report à nouveau » débiteur qui sera ainsi porté à (92 586 048) euros.

#### 8.6 Rappel des dividendes distribués

La Société n'a pas versé de dividende au cours des trois derniers exercices.

#### 8.7 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, l'assemblée générale des actionnaires est appelée à approuver notamment les charges et les dépenses non déductibles fiscalement visées l'article 39-4 du même code.

Les comptes sociaux de l'exercice écoulé ne font apparaître aucune charge ou dépense non déductibles fiscalement telles que visées au 4 de l'article 39 du code général des impôts.

#### 8.8 Conventions réglementées

Le rapport spécial des commissaires aux comptes présente les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du code de commerce.

#### 8.9 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport sont joints, en Annexe A-1 et A-2, les tableaux visés à l'article R. 225-102 du code de commerce faisant apparaître les résultats du Groupe et de la Société au cours des cinq derniers exercices.

#### 8.10 Délégations en matière d'augmentation de capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 4, du code de commerce, est joint au présent rapport en annexe B un tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit code en cours de validité. Le tableau fait apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

Les rapports complémentaires établis par le directoire et les commissaires aux comptes lors de l'utilisation par le directoire des délégations qui lui ont été consenties sont communiqués en application des dispositions légales.

#### 8.11 Participation des salariés au capital

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés de la Société au capital social, calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce (c'est-à-dire dans le cadre d'une gestion collective), était de 0%<sup>4</sup>. A la connaissance de la Société, la participation directe des salariés de la Société est d'environ 4,1%.

#### 8.12 Direction générale de la Société

Par décision en date du 11 mai 2011, le conseil de surveillance a renouvelé Monsieur Rémy de Tonnac en qualité de président du directoire et Monsieur Pascal Didier en qualité de directeur général. Ainsi, la

---

<sup>4</sup>Art. L. 225-102 du code de commerce : le rapport présenté par le directoire à l'assemblée générale rend compte annuellement de l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice et établit la proportion du capital que représente les actions détenues par le personnel de la Société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 dans le cadre du plan d'épargne entreprise prévu par les articles L. 3332-1 à L. 3332-28 du code du travail et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des fonds communs de placement d'entreprise (...). Sont également prises en compte les actions détenues directement par les salariés durant les périodes d'incessibilité prévues aux articles L. 225-194 et L. 225-197, à l'article 11 de la loi du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations et à l'article L. 3324-10 du code du travail.

Société est représentée à l'égard des tiers par Messieurs Rémy de Tonnac et Pascal Didier en tant que président du directoire et directeur général.

### 8.13 Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, la rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-16 du code de commerce sont présentés ci-dessous :

#### Rémunérations des mandataires sociaux

L'information ci-après est établie en se référant au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'AFEP – MEDEF tel qu'il a été mis à jour en avril 2010.

#### **Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social**

	<u>Exercice 2011</u>	<u>Exercice 2112</u>
Rémy de Tonnac – président du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	265 247 €	261 831 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	28 564
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	Néant	Néant
Total	265 247 €	290 395

	<u>Exercice 2011</u>	<u>Exercice 2012</u>
Richard Vacher Detournière – membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	206 428 €	221 001 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	Néant	Néant
Total	206 428 €	221 001 €

	-	<u>Exercice 2012</u>
Pierre Garnier – membre du directoire <sup>(1)</sup>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice		113 479 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice		144 952 €
Total		258 431 €

	<u>Exercice 2011</u>	<u>Exercice 2012</u>
Pascal Didier – directeur général, membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	172 517 €	172 596 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	Néant	8102
Total	172 517 €	180 698

	<u>Exercice 2011</u>	<u>Exercice 2012</u>
Christian Fleutelot – membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	182 217 €	175 853 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	Néant	Néant
Total	182 217 €	175 853 €

(1) Pierre Garnier a rejoint la Société le 20 août 2012

Le conseil de surveillance a fixé à 10% la quantité des actions, issues de la levée d'options ou de l'acquisition définitive d'actions gratuites, que les membres du directoire sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

### Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

	<u>Exercice 2011</u>		<u>Exercice 2012</u>	
	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
Rémy de Tonnac – président du directoire				
Rémunération fixe*	216 134 €	216 134 €	218 707 €	218 707 €
Rémunération variable* <sup>(3)</sup>	48 933 €	77 211 €	32 420 €	48 933 €
Rémunération exceptionnelle*	Néant	0	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	0	Néant	Néant
Avantages en nature*	180 €	180 €	10 704 €	10 704 €
Total	265 247 €	293 525 €	261 831 €	278 344 €

	<u>Exercice 2011</u>		<u>Exercice 2012</u>	
	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
Richard Vacher Detournière – membre du directoire				
Rémunération fixe*	165 007 €	165 007 €	166 657 €	166 657 €
Rémunération variable* <sup>(3)</sup>	41 301 €	45 741 €	52 234 €	58 148 €
Rémunération exceptionnelle*	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature*	120 €	120 €	120 €	120 €
Total	206 428 €	210 868 €	221 001 €	224 925 €

	Exercice 2011		Exercice 2012	
	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
Pierre Garnier <sup>(4)</sup> – membre du directoire				
Rémunération fixe*			70 641 €	70 641 €
Rémunération variable* <sup>(3)</sup>			40 838 €	0
Rémunération exceptionnelle*			Néant	Néant
Jetons de présence			Néant	Néant
Avantages en nature*			Néant	Néant
Total			113 479 €	70 641 €

	Exercice 2011		Exercice 2012	
	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
Pascal Didier – directeur général, membre du directoire				
Rémunération fixe*	145 963 €	145 963 €	146 786 €	146 786 €
Rémunération variable* <sup>(3)</sup>	26 434 €	42 322 €	25 690 €	26 434 €
Rémunération exceptionnelle*	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature*	120 €	120 €	120 €	9 423 €
TOTAL	172 517 €	188 405 €	172 596 €	182 642 €

	Exercice 2011		Exercice 2012	
	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants dus <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
Christian Fleutelot – membre du directoire				
Rémunération fixe*	158 715 €	158 715 €	160 302 €	160 302 €
Rémunération variable* <sup>(3)</sup>	20 141 €	15 000 €	12 183 €	20 141 €
Rémunération exceptionnelle*	Néant	0	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	0	Néant	Néant
Avantages en nature*	3 361 €	3 361 €	3 368 €	3 368 €
Total	182 217 €	177 076 €	175 853 €	183 811 €

(1) au titre de l'exercice

(2) au cours de l'exercice

(3) la part variable inclut l'intéressement annuel

(4) Pierre Garnier a rejoint INSIDE Secure le 20 août 2012

\* sur une base brute avant impôts

Les parts variables de la rémunération de Rémy de Tonnac et Pascal Didier, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, ont été déterminées par le conseil de surveillance de la Société sur proposition du comité des rémunérations selon les critères suivants : (i) des objectifs financiers Société à hauteur de 60% ; et (ii) des objectifs qualitatifs (actions prioritaires pour la Société comme, par exemple, le lancement de nouveaux produits) à hauteur de 40%.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les parts variables de la rémunération des autres membres du directoire, au titre de leurs contrats de travail respectifs, ont été fixées selon les critères suivants : (i) des objectifs qualitatifs individuels (actions prioritaires pour leurs domaines de responsabilité comme, par exemple, la certification de produits) à hauteur de 80%, et (ii) des objectifs financiers Société à hauteur de 20%.

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

<u>Dirigeants mandataires sociaux</u>	<u>Contrat de travail</u>		<u>Régime de retraite supplémentaire</u>		<u>Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction</u>		<u>Indemnités relatives à une clause de non-concurrence</u>	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Rémy de Tonnac, président du directoire <i>Date début mandat :</i> <i>Date fin mandat :</i>		X		X	X		X	
	11 mai 2011 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							
Richard Vacher Detournière membre du directoire <i>Date début mandat :</i> <i>Date fin mandat :</i>	X			X	X		X	
	11 mai 2011 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							
Pierre Garnier membre du directoire <i>Date début mandat :</i> <i>Date fin mandat :</i>	X			X		X	X	
	21 novembre 2012 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							
Pascal Didier directeur général membre du directoire <i>Date début mandat :</i> <i>Date fin mandat :</i>	X			X	X		X	
	11 mai 2011 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							
Christian Fleutelot membre du directoire <i>Date début mandat :</i> <i>Date fin mandat :</i>	X		X			X		X
	11 mai 2011 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							

Le conseil de surveillance du 19 février 2013 a décidé d'ajuster les termes des indemnités de départ dont bénéficient Rémy de Tonnac et Pascal Didier. Chacun d'entre eux est dorénavant en droit de recevoir de telles indemnités en cas :

- (i) de révocation ou de non renouvellement de son mandat de membre du directoire (ou de licenciement) pour une raison autre qu'une faute lourde au sens de la jurisprudence de la chambre sociale de la cour de cassation,

- (ii) de démission pour de bonnes raisons (soit un départ à la suite d'une réduction significative de ses fonctions et responsabilités, d'une réduction de sa rémunération (en ce compris sa rémunération fixe, ses avantages en nature, sa rémunération variable cible ou ses indemnités de départ) ou d'un changement de son lieu de travail dans un autre pays, à chaque fois, sans son accord) dans les six mois d'un changement de contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, ou
- (iii) de révocation ou de démission de son mandat de membre du directoire (ou de licenciement) à la suite d'un désaccord significatif entre le conseil de surveillance et le directoire sur la stratégie portée par le directoire, que celle-ci soit ou non consécutive à un changement de contrôle de la Société.

Le montant des indemnités de départ de l'intéressé sera déterminé par le conseil de surveillance de la manière suivante.

Elles seront d'un montant maximum égal à la somme de la rémunération fixe brute reçue par l'intéressé au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle sa démission, sa révocation ou son licenciement est intervenu et de la rémunération variable brute reçue par l'intéressé au cours des deux années précédant celle au cours de laquelle sa démission, sa révocation ou son licenciement est intervenu (le « Montant Maximum »), étant précisé que la date de sa révocation, de son licenciement ou de sa démission sera présumée être, selon le cas, la date à laquelle la lettre de révocation (ou de licenciement) est reçue par l'intéressé ou la date à laquelle la lettre de démission est reçue par la Société.

Leur bénéfice sera subordonné, et leur montant modulé, en fonction de la moyenne arithmétique du taux d'atteinte des objectifs qui déterminent la part variable de la rémunération de l'intéressé au cours des deux derniers exercices clos précédant sa démission, sa révocation ou son licenciement. Ainsi si cette moyenne est :

- strictement inférieure à 20%, aucune indemnité de départ ne sera versée,
- comprise entre 20% et 50%, l'intéressé recevra des indemnités de départ d'un montant égal à la rémunération fixe brute de l'année au cours de laquelle sa démission, sa révocation ou son licenciement est intervenu,
- supérieure ou égale à 50%, l'intéressé recevra des indemnités de départ d'un montant égal à 100% du Montant Maximum.

Ces indemnités de départ incluront les montants des indemnités légales (en ce compris celles le cas échéant prévues au titre de la loi et de la convention collective applicable), mais pas ceux relatifs à une éventuelle indemnité de non-concurrence. Toutefois, dans l'hypothèse où le montant auquel l'intéressé aurait droit au titre de ses indemnités de départ et de ses indemnités de non-concurrence excéderait deux fois le montant de la rémunération fixe et variable cible (soit en supposant, s'agissant de la part variable, que les objectifs seront pleinement atteints) de l'intéressé au cours de l'année au cours de laquelle sa démission, sa révocation, son non-renouvellement ou son licenciement intervient, le montant de ses indemnités de départ serait réduit de telle sorte que son montant, ajouté à celui des indemnités de non-concurrence, n'excède pas ce montant. Il est par ailleurs précisé en tant que de besoin que le montant des indemnités de départ de l'intéressé ne saurait être inférieur au minimum le cas échéant prévu par la loi et la convention collective applicable.

Il est précisé en tant que de besoin qu'aucune indemnité de départ ne sera due dans l'hypothèse où l'intéressé serait révoqué, licencié, non-renouvelé ou démissionnerait de son mandat social mais resterait salarié du Groupe sans réduction significative de ses fonctions, de ses responsabilités ou de sa rémunération (en ce compris sa rémunération fixe, ses avantages en nature, sa rémunération variable cible ou ses indemnités de départ) et sans changement de son lieu de travail dans un autre pays, décidé à chaque fois sans son accord.

Les indemnités de départ seront payées dans les 30 jours du départ effectif de l'intéressé du Groupe.

En outre, l'intéressé aura le droit, dans la mesure où cela sera légalement possible et pour autant que cela n'ait pas de conséquences défavorables significatives en matière fiscale ou de charges sociales pour le Groupe, d'exercer ou de se voir attribuer immédiatement toutes les options de souscription ou d'achat d'actions, toutes les actions gratuites et tous les autres instruments d'intéressement en capital dont il bénéficie.

Les termes des indemnités de départ dont bénéficie Richard Vacher Detournière demeurent inchangés (voir à cet égard le chapitre 8.1.12 du rapport financier annuel 2011).

**Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans toutes sociétés**

Nom	Principales fonctions exercées dans toutes sociétés	Autres mandats exercés dans toutes sociétés
Rémy de Tonnac président du directoire	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- YesPay Limited (Royaume-Uni) – administrateur</li> <li>- INSIDE Secure S.A. (France) - président du directoire</li> <li>- INSIDE Secure Corp. (Etats-Unis) - président du conseil d'administration</li> <li>- INSIDE Secure (Asia) Ltd Pte (Singapour) - administrateur</li> </ul>
Richard Vacher Detournière membre du directoire	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- INSIDE Secure SA (France) - membre du directoire et directeur général finances</li> <li>- INSIDE Secure France SAS - directeur général</li> <li>- INSIDE Secure B.V (Pays-Bas) - administrateur</li> <li>- INSIDE Secure Amsterdam B.V (Pays-Bas) - administrateur</li> <li>- INSIDE Secure Oy (Finlande) - administrateur</li> <li>- Vault-IC UK Ltd (Royaume-Uni) – administrateur</li> <li>- Knowings SA (France) – administrateur</li> </ul>
Christian Fleutelot membre du directoire	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- INSIDE Secure S.A. (France) membre du directoire</li> <li>- Vault-IC France SAS (France) - directeur général</li> </ul>
Pascal Didier directeur général	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- INSIDE Secure S.A. (France) - membre du directoire et directeur général et secrétaire général</li> <li>- INSIDE Secure France SAS – représentant permanent de la Société qui en est le président</li> <li>- INSIDE Secure Corp. (Etats-Unis) - administrateur</li> <li>- INSIDE Secure (Asia) Ltd Pte (Singapour) - administrateur</li> <li>- INSIDE Secure Poland SP zo.o. (Pologne) – gérant</li> <li>- Vault IC France SAS – représentant permanent de la Société qui en est le président</li> </ul>

<u>Nom</u>	<u>Principales fonctions exercées dans toutes sociétés</u>	<u>Autres mandats exercées dans toutes sociétés</u>
Pierre Garnier membre du directoire	Néant	- Yellovent SAS (France) - président

<u>Nom</u>	<u>Principales fonctions exercées dans toutes sociétés</u>	<u>Autres mandats exercés dans toutes sociétés</u>
<p>Alex Brabers</p> <p>président du conseil de surveillance</p>	<p>GIMV, vice-président exécutif capital-risque</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gimv Arkiv Tecnology Fund (Belgique) – administrateur</li> <li>- Gimv Arkiv Technology Fund II (Belgique) - administrateur</li> <li>- Automation (Belgique) - administrateur</li> <li>- I&amp;I Leuven (Belgique) - administrateur</li> <li>- OTN Systems (Belgique) - administrateur</li> <li>- Nomadesk (Belgique) - administrateur</li> <li>- Oree (Etats-Unis) - administrateur</li> <li>- Telenet (Belgique) - administrateur</li> <li>- Festival Van Vlaanderen (Belgique) – administrateur</li> <li>- Several Investment Vehicles managed by Gimv</li> <li>- EVCA (Belgique) - administrateur</li> </ul>
<p>Jean Schmitt</p> <p>vice-président du conseil de surveillance</p>	<p>JoltTech Capital, directeur général</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Celsius X VI II (France) - administrateur</li> <li>- Heptagon – administrateur</li> <li>- JS Maintenance SAS (FR)</li> <li>- Superjolt SAS (FR) et sa filiale Jolt SAS (FR) – président</li> <li>- Groupe Hattemer SAS (FR) – président</li> <li>- JoltTech SAS (FR) – directeur général</li> </ul>
<p>Patrick Schwager Jones</p> <p>membre du conseil de surveillance</p>	<p>Néant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lattice Semiconductor Corp (Etats-Unis) - président du conseil d'administration</li> <li>- Fluidigm (Etats-Unis) - administrateur</li> <li>- Epocrates Inc. (Etats-Unis) - président du conseil d'administration</li> <li>- Vesta inc. (Etats-Unis) – administrateur</li> <li>- Dialogic Inc. – président du conseil d'administration</li> </ul>
<p>Ronald Black *</p> <p>membre du conseil de surveillance</p>	<p>Rambus, président</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- EnOcean (Allemagne) - administrateur</li> </ul>
<p>Glenn Collinson</p> <p>membre du conseil de surveillance</p>	<p>Néant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Wolfson Microelectronics Group Plc (Royaume-Uni) - administrateur</li> <li>- Solar Press Ltd (Royaume-Uni) – administrateur</li> <li>- Neul Ltd (Royaume-Uni) – administrateur</li> </ul>
<p>Joëlle Toledano</p> <p>Membre du conseil de surveillance</p>	<p>Néant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résidentiel Numérique (France) – administrateur</li> <li>- Agence Nationale des Fréquences (ANFR) (France) – administrateur</li> </ul>

<u>Nom</u>	<u>Principales fonctions exercées dans toutes sociétés</u>	<u>Autres mandats exercées dans toutes sociétés</u>
Fonds stratégique d'investissement représenté par Thierry Sommelet membre du conseil de surveillance	Non applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AD Industrie (France) – membre du comité collégial</li> <li>- Altrad (opco) (France) – administrateur</li> <li>- Altrad Investment Authority – membre du comité de suivi</li> <li>- Assystem (France) – membre du conseil de surveillance</li> <li>- CDC Entreprises Capital Investissement (France) – administrateur</li> <li>- Cegedim (France) – administrateur</li> <li>- Constellium (Omega Holdco B.V.) – administrateur</li> <li>- Crystal (Ercom) (France) – membre du conseil de surveillance</li> <li>- Cylande SA (France) – administrateur</li> <li>- De Dietrich (France) – administrateur</li> <li>- Eramet (France) – administrateur</li> <li>- Eutelsat Communications (France) – administrateur</li> <li>- Farinia (France) – administrateur</li> <li>- Fidec (Cylande) (France) – membre du comité de suivi</li> <li>- Financière Du Millénium (Gruau) (France) – administrateur</li> <li>- FSI PME Portefeuille (France) – administrateur</li> <li>- FTICI (STM) (France) – administrateur</li> <li>- Greenbureau SA – président du conseil de surveillance (Thierry Sommelet en nom propre)</li> <li>- Grimaud (Groupe Grimaud La Corbière) (France) – administrateur</li> <li>- HIME (Saur) (France) – administrateur</li> <li>- Mäder (France) – administrateur</li> <li>- Meca Dev (Mecachrome) (France) – membre du comité de suivi</li> <li>- NGE (France) – membre du comité stratégique</li> <li>- Novasep Holding SAS (France) – membre du conseil de surveillance</li> <li>- Paprec Holding (France) – administrateur</li> <li>- Sequana (France) – administrateur</li> <li>- Soprol (société de participation pour les oléagineux) (France) – administrateur</li> <li>- Tinubu Square (France) – administrateur</li> <li>- Tokheim Luxco SA – administrateur</li> <li>- Tokheim Luxco 2 SA – administrateur</li> <li>- Vergnet (France) – membre du conseil de surveillance</li> <li>- Viadeo (France) – administrateur</li> <li>- Tyrol Acquisition 1 (holding de TDF) – administrateur</li> <li>- Tyrol Acquisition 2 (holding de TDF) – administrateur</li> </ul>

<u>Nom</u>	<u>Principales fonctions exercées dans toutes sociétés</u>	<u>Autres mandats exercés dans toutes sociétés</u>
Sofinnova Partners représentée par Olivier Sichel membre du conseil de surveillance	Non applicable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- OpenERP (Belgique) –représentant permanent</li> <li>- Solutions30 (France) –représentant permanent</li> <li>- Taptu (Grande-Bretagne) – administrateur</li> <li>- Twenga (France) – représentant permanent</li> <li>- Mydeco (Grande-Bretagne) –représentant permanent</li> <li>- blueKiwi (France) – représentant permanent</li> <li>- Sofipost (France) – administrateur</li> <li>- Osconseil – président</li> <li>- LeGuide.com – président directeur général</li> </ul>

\* le 28 février 2013, Monsieur Ronald Black a démissionné de son mandat de membre du conseil de surveillance de la Société.

## 9. Autres informations sociales

### 9.1 Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège en France, ou prises de contrôle de telles sociétés ; cessions de telles participations

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 du code du commerce, la Société indique qu'elle n'a, au cours de l'exercice 2012, pris aucune participation ni cédé de participation dans une société ayant son siège en France.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de l'activité Embedded Security Solutions le 1er décembre 2012, la Société a acquis 100 % des actions de INSIDE Secure B.V, elle-même détentrice de 100% des actions de INSIDE Secure Amsterdam B.V et de 100% des actions d'INSIDE Secure Oy, des sociétés dédiées principalement à l'activité de recherche et développement et au marketing de produits logiciels.

### 9.2 Activités des filiales et des sociétés contrôlées

INSIDE Secure S.A. est la société mère du Groupe et sa principale société opérationnelle ; elle détient la majeure partie des actifs du Groupe et concentre l'essentiel des flux opérationnels liés à son activité (dont pratiquement l'intégralité des achats stockés et de la facturation aux clients du Groupe).

Au 31 décembre 2012, la Société détenait les filiales suivantes (toutes contrôlées à 100%) :

- INSIDE Secure Corporation (Redwood City, Californie, Etats-Unis) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est le développement commercial et le support technique. Cette filiale comptait 33 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure Poland Sp z o. o. (Varsovie, Pologne) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est la recherche et le développement. Cette filiale comptait 6 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure Asia Pte Ltd. (Singapour) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est la recherche et le développement. Cette filiale comptait 8 employés au 31 décembre 2012.
- Vault-IC UK Ltd. (Londres, Royaume-Uni) est une filiale à 100% de la Société. Ses activités principales, réalisées à partir de son site unique d'East Kilbride (Ecosse) sont la recherche et développement et l'ingénierie de produits. Cette filiale a été acquise par la Société dans le

cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. le 30 septembre 2010. Cette filiale comptait 75 employés au 31 décembre 2012.

- Vault-IC France SAS (Paris, France) est une filiale à 100% de la Société. Cette filiale a été acquise par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corp. et a une activité de holding passive, l'activité commerciale elle-même étant réalisée par son établissement secondaire de Rousset, qui comptait 75 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure B.V. (Vught, Pays-Bas) est une filiale à 100% de la Société. Ses activités principales sont la recherche et développement et le marketing de blocs de propriété intellectuelle destinés à la conception de processeurs de sécurité. Cette filiale a été acquise par la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité ESS le 1<sup>er</sup> décembre 2012. Cette filiale comptait 30 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure Amsterdam B.V. (Amsterdam, Pays-Bas) est une filiale à 100% de INSIDE Secure B.V. Ses activités principales sont la recherche et développement et le marketing de logiciels. Cette filiale comptait 7 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure Oy (Helsinki, Finlande) est une filiale à 100% de INSIDE Secure B.V. Ses activités principales sont la recherche et développement et le marketing de logiciels. Cette filiale comptait 21 employés au 31 décembre 2012.
- INSIDE Secure France SAS (Aix-en-Provence, France) est une filiale à 100% de la Société. Cette filiale a été créée par la Société en décembre 2012 ; elle n'a pas d'activité commerciale et ne compte aucun employé.

Les principaux éléments patrimoniaux des sociétés du Groupe se résument ainsi (en monnaie fonctionnelle et selon les normes IFRS) :

<b>Valeurs en consolidation au 31 décembre 2012</b>	Vaut-IC UK Ltd.	Vaut-IC France	Filiales ESS	Autres filiales	INSIDE Secure	<b>Total consolidé</b>
<i>en milliers de dollars</i>						
Actif immobilisé	4 417	4 212	140	285	77 123	<b>86 177</b>
Trésorerie au bilan	79	450	1 028	945	63 819	<b>66 321</b>
Stocks	0	0	0	0	17 350	<b>17 350</b>
Passif sur accord de licence	0	0	0	0	12 218	<b>12 218</b>
Fournisseurs et dettes rattachées	215	1 197	106	19	26 798	<b>28 335</b>

### 9.3 Renseignements relatifs à la répartition du capital et à l'autocontrôle – Programme de rachat d'actions

#### *Répartition du capital*

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, l'identité des actionnaires détenant à la connaissance de la Société directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales de la Société à la date du 31 décembre 2012 est donnée ci-dessous :

Actionnaires	Situation au 31 décembre 2012		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
FCPR Sofinnova Capital V	4 695 488	13,81	13,82
GIMV N.V.	4 254 171	12,51	12,52
Fond Stratégique d'Investissement	2 423 991	7,13	7,14

En juillet 2012, la société de droit américain Invesco Ltd., agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 3 juillet 2012, les seuils de 5% du capital et des droits de vote d'INSIDE Secure et détenir, pour le compte desdits fonds, 1 658 197 actions INSIDE Secure représentant autant de droits de vote, soit 5,04% du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions INSIDE Secure sur le marché. Invesco Ltd. a déclaré avoir franchi en baisse, le 8 avril 2013, les seuils de 5% du capital et des droits de vote d'Inside Secure et détenir, pour le compte desdits fonds, 1.654.216 actions, soit 4,87% du capital et des droits de vote, après une cession d'actions Inside sur le marché.

#### *Autocontrôle*

Hormis les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité, la Société ne détient pas d'autres actions d'autocontrôle.

#### *Programme de rachat d'actions*

La Société a conclu, le 8 mars 2012, avec Natixis un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 500 000 euros.

#### *Nombre d'actions achetées et vendues au cours de l'exercice 2012*

Dans le cadre du contrat de liquidité, au cours de l'exercice 2012,

- 526 265 actions ont été achetées au cours moyen en 3,9015 euros, et
- 499 913 actions ont été vendues au cours moyen de 3,3822 euros.

La Société n'a pas procédé au rachat de ses propres actions pour d'autres motifs.

#### *Nombre et valeur des actions propres détenues au 31 décembre 2012*

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice, le solde du contrat de liquidité était de 26 352 actions au 31 décembre 2012. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 74 313,64 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre 2012, soit 2,82 euros.

La Société n'a pas donné avis à une autre société par actions qu'elle détient plus de 10% de son capital.

La Société ne détient pas de participations croisées et n'a donc pas procédé à l'aliénation d'actions.

#### 9.4 Restrictions imposées par le conseil en matière de levée des options consenties ou de vente des actions attribuées gratuitement aux dirigeants.

Voir à la section « Informations concernant les mandataires sociaux » ci-dessus le paragraphe « Rémunération des mandataires sociaux ».

9.5 Modifications intervenues au cours de l'exercice dans la composition du capital – Ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions

	Nombre	Valeur nominale (euros)	Capital social (euros)
1. <u>Actions composant le capital social au début de l'exercice</u>	21 724 324	0,40	8 689 729,60
2. Actions annulées au cours de l'exercice	n.a.	n.a.	n.a.
3. Actions émises au cours de l'exercice			
20 janvier 2012 : conversion des actions de préférence de catégorie D en actions ordinaires	1 449 144	0,40	9 269 387,20
17 février 2012 : augmentation de capital résultant de l'entrée en bourse	8 313 250	0,40	12 594 687,20
23 février 2012 : augmentation de capital résultant de l'exercice de l'option de sur-allocation	1 246 986	0,40	13 093 481,60
6 avril 2012 : augmentation de capital par apport en numéraire (exercice d'options de souscription d'actions)	40 481	0,40	13 109 674,00
6 avril 2012 : acquisition définitive d'actions gratuites	69 138	0,40	13 137 329,20
20 décembre 2012 : acquisition définitive d'actions gratuites	1 116 000	0,40	13 583 729,20
20 décembre 2012 : augmentation de capital par apport en numéraire (exercice d'options de souscription d'actions)	34 239	0,40	13 597 424,80
Actions composant le capital social en fin d'exercice	33 993 562	0,40	13 597 424,80

Il n'a pas été procédé au cours de l'exercice écoulé, à un ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions, autre que l'ajustement mathématique résultant de la division du nominal par 4 de la valeur nominale des actions décidée par l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires du 11 mai 2011.

9.6 Evolution du titre – Risque de variation de cours

Depuis la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 17 février 2012 et jusqu'à la clôture du jour précédant la date d'établissement du présent rapport le 24 avril 2013 (représentant 300 séances de bourse), 18 184 969 titres ont été échangés.

Le titre, qui cotait 8,30 euros lors de la première cotation des actions de la Société, est passé à 2,42 euros à la date d'établissement du présent rapport (cours de clôture du jour précédent).

Le cours le plus bas enregistré s'est situé à 1,8 euros le 07/03/2013 et le cours le plus haut à 9,99 euros le 20/03/2012.

La capitalisation boursière de la Société au 24 avril 2013 (au cours de clôture du jour précédent) ressortait à 79 563 705 euros.

9.7 Etat récapitulatif des opérations de plus de 5 000 euros des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du code monétaire et financier sur les titres de la Société réalisées au cours de l'exercice écoulé

Néant.

9.8 Informations requises par l'article L. 225-100-3 du code de commerce

9.8.1 Structure du capital de la Société

Actionnaires	Situation au 31 décembre 2012		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
FCPR Sofinnova Capital V	4 695 488	13,81	13,82
GIMV N.V.	4 254 171	12,51	12,52
Fond stratégique d'investissement	2 423 991	7,13	7,14
Membres du directoire	633 072	1,86	1,86
Autocontrôle	26 352	0,08	0%
Flottant	21 906 048	64,60	64,65

9.8.2 Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du code de commerce

Néant

9.8.3 Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du code de commerce

Voir section « Renseignements relatifs à la répartition du capital et à l'autocontrôle – Programme de rachat d'actions » ci-dessus.

9.8.4 Liste des détenteurs de tous titres comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

La Société n'a pas connaissance de l'existence de droits de contrôle spéciaux.

9.8.5 Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

La Société n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel susceptible de contenir des mécanismes de contrôle lors que les droits de contrôle ne sont pas exercés par le personnel.

9.8.6 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions aux transferts d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant.

9.8.7 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du directoire ainsi qu'à la modification des statuts

Les règles applicables en cette matière sont statutaires et sont conformes à la loi.

9.8.8 Pouvoirs du directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 20 janvier 2012 a autorisé le directoire à mettre en œuvre, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, sous la condition suspensive non rétroactive de l'introduction en bourse de la Société (cette dernière ayant eu lieu le 17 février 2012). Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10% du nombre total d'actions, à quelque moment que ce soit, étant précisé que, lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et lorsqu'elles le sont en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne peut excéder 5% du nombre total d'actions ;

Objectifs des rachats d'actions :

- assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure le cas échéant avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de l'Association française des marchés financiers (AMAFI) du 8 mars 2011 ;
- honorer des obligations liées à des programmes d'options d'acquisition d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées ;
- prix d'achat maximum (hors frais et commission) : 200% du prix par action qui sera retenu pour l'introduction en bourse de la Société.

A cet égard, il est rappelé que la Société a conclu, le 8 mars 2012, avec Natixis un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 500 000 euros. L'activité du contrat de liquidité durant l'année 2012 est décrite au chapitre 9.3 ci-dessus.

9.8.9 Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

Dans le cadre de son activité, la Société a conclu, ou repris, différents contrats significatifs qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :

- *Core licence agreement* entre Atmel Corp. et la Société en date du 30 septembre 2010,
- *Patent Licence Agreement* entre Atmel Corporation et Cryptography Research Inc. en date du 12 août 2009 transféré à la Société dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation,
- *Tamper Resistance License Agreement* entre la Société et Cryptography Research, Inc. en date du 1er juillet 2009,
- *Technology License Agreement* entre ARM Limited et la Société en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010 amendé le 30 mars 2011,
- *Accord de licence technologique sur le NFC* entre Intel Corp. et la Société prenant effet le 23 août 2011,
- *ESF3-110 Technology License Agreement* entre Silicon Storage Technology, Inc., Silicon Storage Technology B.V. et la Société en date du 13 juin 2011.

Les principaux termes de ces contrats significatifs sont décrits dans le chapitre 22 (« Contrats importants ») du document de base enregistré auprès de l'AMF le 16 mai 2011, sous le numéro I.11-027 et de sa première actualisation déposée auprès de l'AMF le 25 octobre 2011 sous le numéro D.11-0480-A01.

9.8.10 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ou sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Voir la section 8.1.12 ci-dessus.

---

Le directoire

**ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**